

ENTRETIEN AVEC ABDELHAK BENHAMOUDA

Métamorphose

On pouvait douter de la fiabilité de l'instrument. Les délégués portent en effet la double pesanteur de dégagements discutables du point de vue démocratique et de la baisse de pression d'une base devenue moins combative sur la question des changements syndicaux. C'est pourtant un grand coup de balai que celui donné par le 8^{ème} congrès à la centrale UGTA.

Devenue par la Constitution et la loi une organisation syndicale parmi de potentielles autres, l'UGTA prouvait qu'elle en restait la principale. Tout au long des deux années écoulées et pas de la meilleure manière, puisque par un processus de surenchères et de luttes intestines, l'UGTA augmentait les confusions dans les entreprises et se mettait hors-jeu au sommet.

Le mouvement reprend donc en son sein.

Une autre approche de la nature et du rôle des syndicats s'y développe.

La vieille ambition de représenter le maximum, si ce n'est la totalité des travailleurs algériens, s'y forge de nouveaux arguments de nécessités. Les formules ressassées tombent aux oubliettes : légitimité, partie intégrante du pouvoir, «producteur - gestionnaire»... L'UGTA d'aujourd'hui se proclame «revendicative».

Le syndicalisme réformiste, le langage de la collaboration se sont trouvés d'autres justifications :

«Combattre l'idée de lutte des classes dans la société et la remplacer par l'esprit d'entente et de coopération entre travailleurs et patronat en vue de relancer l'économie nationale». Et un autre cadre, le «syndicat islamique» qui se pose, écrit-il, «en alternative à l'UGTA». Après la «Confédération Nationale des Forces Productives» lancée à partir du pôle industriel d'Arzew, c'est à notre connaissance la seconde initiative, plaçant l'UGTA en concurrente et rivale.

Il y a donc du nouveau du côté syndicat.

N'est-ce pas, monsieur Abdelhak Benhamouda, secrétaire général de l'UGTA ?

M.A.

Algérie-Actualité : Vous étiez précédé d'une réputation de syndicaliste, bien avant la tenue du 8^{ème} congrès. Pourtant, en tant que secrétaire général de l'Union de wilaya UGTA de Constantine, vous avez dû passer par le tamis de l'article 120 ?

Abdelhak Benhamouda : Les réputations sont toujours relatives. La mienne me vient sans doute d'une conjoncture. Dès que j'ai milité à l'UGTA, j'ai été favorable à son autonomie. Je ne suis pas le produit de l'article 120, j'en ai été victime. Par exemple, en 1980, au congrès de l'Union territoriale - centre de Constantine nous avons résisté 9 jours. Autre exemple, il nous fallait parfois de 4 à 5 mois pour pouvoir former une liste des candidatures aux organes de la GSE. Vous vous souvenez, des responsables FLN présidaient les commissions. Ils voulaient que les A.T.U. soient des «cellules» FLN. Les DG voulaient des «conseils de gestion» et cherchaient des candidats cadres et universitaires. L'équipe dont je faisais partie cherchait d'abord des meneurs d'hommes, des syndicalistes capables d'un peu de crédibilité auprès des travailleurs. C'est après qu'intervenait l'appartenance au FLN ou le diplôme. Notre équipe défendait l'idée d'un rassemblement des travailleurs. Dans le syndicat, les divisions ont surtout été politiques. Les problèmes socio-professionnels se sont eux-mêmes politisés. Nous, nous voulons plus de syndicat et beaucoup moins de politiques. L'U.G.T.A n'est cependant pas un syndicat apolitique. Nous avons une politique où se placent en premier lieu la défense et l'essor du secteur public. Pas avec des slogans, mais avec la prise en charge des problèmes professionnels des travailleurs. Professionnels car nous ne concevons pas le social à l'intérieur de l'entreprise. Nous voulons lier, davantage et autrement, le travailleur à l'entreprise. Un groupe de réflexion examine les comment. Mais une première possibilité serait de rendre les travailleurs collectivement actionnaires des entreprises. Avec les changements politiques intervenus dans le pays et les changements économiques qui s'annon-

cent, il faut une politique claire des travailleurs. Eux, et le syndicat en général, ne séparent pas «revendications du monde du travail» et politique sociale d'ensemble. Le syndicat doit en conséquence, intervenir sur les problèmes des travailleurs et sur l'environnement des travailleurs. On nous dit : pourquoi vous occupez-vous du chômage ? Les chômeurs sont des fils de travailleurs. Que leurs enfants n'aient pas d'avenir, leur affecte dans leur productivité. Le travailleur, qui est un père de leur famille, ressent la même chose lorsqu'il s'agit de loisirs, de sport, etc. Donnons lui le minimum d'une vie décente, il se sentira mieux et plus motivé. Alors, jusqu'à quand paiera-t-il la facture ? Car ceux qui remplissent les caisses de l'Etat, ce sont bien les travailleurs, les salariés en général. En face, on exonère d'impôts sur 5 ans des capitaux dans certains cas construits à l'occasion d'un marché, avec des 50 % d'avances et des 50 % de prêts bancaires !

Sont-ce des biens publics, sont ce des biens privés ? Qu'on veuille organiser un secteur privé ne nous dérange pas, mais que cela soit avec son capital, ses moyens... Notre politique, c'est aussi la défense du pouvoir d'achat. Ce volet est à l'étude. Il est possible que nous fassions rapidement des propositions au gouvernement, notamment contre le SMIG en vigueur. Il faut un budget familial type, lié au budget annuel de l'Etat et tenant compte de l'évolution de l'inflation.

Le SMIG, pour nous, est le minimum de dignité auquel a droit chaque travailleur. Voilà quelques aspects de la politique de l'UGTA de défense du secteur public, d'un développement national où prennent place et un secteur privé et ces investis-

Il faut un budget familial type, lié au budget annuel de l'Etat et tenant compte de l'évolution, de l'inflation. Le SMIG, pour nous, est le minimum de dignité auquel a droit chaque travailleur.



Il faut une politique claire des travailleurs

sements étrangers annoncés.

A.A. : Comment envisagez-vous la démocratisation de l'UGTA ? L'appareil vous paraît-il à même d'assumer ce processus ?

A.B. : Le renouveau n'est pas réductible à une composante humaine. C'est un programme, des méthodes, des relations avec les travailleurs. Pour la 1^{ère} fois dans l'histoire de l'UGTA, le 8^{ème} congrès a élu publiquement son secrétariat national. C'est un départ vers une transparence de l'activité syndicale qui doit servir à la formation des travailleurs. Les erreurs des syndicalistes doivent leur être connues pour que le renouveau ne soit pas extra-syndical, pour que les rectifications viennent des travailleurs.

L'adhésion formelle à l'U.G.T.A. n'est pas une mesure contre la démocratie. La carte syndicale est le symbole de ce qui est à la base du mouvement syndical : la solidarité. Je prends ma carte pour un programme des travailleurs, avec d'autres travailleurs. Et comment puis-je me situer dans un rapport de forces si je ne sais qui sont mes adhérents ? Car avant l'unité ou la pluralité syndicale, se pose plus que jamais le problème de l'existence d'un syndicatphare, reposons sur ses milliers d'adhérents. Nous voulons aussi établir des traditions où le syndicaliste est responsable devant le collectif et non plus responsable du collectif des travailleurs. Nous voulons que la direction syndicale soit la réflexion qui traduise les revendications des travailleurs en priorités, qui les adapte aux réalités, les programme dans des possibilités concrètes que ne connaissent pas forcément les travailleurs. Je pense que la principale faiblesse

de la centrale syndicale, c'est cette absence de conception, de réflexions pour assister les revendications des travailleurs. Et pour organiser l'action syndicale ! On ne peut défendre le secteur public et laisser faire l'hémorragie des grèves...

En règle générale, on ne peut bâtir une véritable organisation syndicale en sortant de la démocratie, on ne s'assurant pas que les travailleurs définissent ses programmes et en en suivant l'application. La démocratie, c'est aussi le libre choix des délégués syndicaux. Je ne pense pas qu'à l'avenir nos structures sortent des résolutions du 8^{ème} congrès.

A.A. : Depuis Octobre 1988, il s'est constitué d'autres cadres syndicaux. «Autonomistes» dans l'Oranie, «renovateurs» dans l'Algérois, «islamistes» à Tlemcen... ou encore des syndicats propres à des catégories professionnelles et sociales : cadres, patronats... Quelles appréciations portez-vous sur cette situation ?

A.B. : J'aimerais que tous les travailleurs réfléchissent à une proposition très importante. Celle de faire de l'UGTA le symbole et le cadre du pluralisme syndical et de l'unité des travailleurs.

Après ce 8^{ème} congrès, nous nous préparons à créer les syndicats de branches et des secteurs professionnels, les fédérations. Nous voulons faire en sorte que ces syndicats au pluriel soient le pluralisme syndical, et que les structures horizontales (Unions territoriales, de wilayas...) regroupant les travailleurs quelles que soient leurs branches d'activité, assurent l'unité. A ce niveau, nous programmons de nouveaux congrès. Je ne suis pas contre le pluralisme, tout en précisant n'être pas de l'avis de ceux qui pensent que le pluralisme politique doit automatiquement déboucher sur plusieurs organisations syndicales. Mais je préfère réfléchir par rapport à la conjoncture actuelle et aux intérêts des travailleurs. Que donneraient plusieurs organisations syndicales ? Au mieux, une organisation syndicale majoritaire, qui serait le vis-à-vis des au-

ABÉCÉDAIRE D'UN SYNDICALISTE MOROSE

La rentrée sera dure. Et l'UGTA, comme toujours, surveille le seuil des prix et celui des salaires. Benhamouda commente le vocabulaire chaud de la rentrée.

M Benhamouda Abdelhak est secrétaire général de l'UGTA depuis le 8^{ème} congrès. Cet enseignant de Constantine a eu des démêlés avec les autorités locales de cette wilaya qui ont tenté à plusieurs reprises de l'évincer. En vain.

Ses faits d'armes sont : la mise en échec de l'OPA «fissiste» sur le syndicat à Constantine ; les accords avec le gouvernement, la prise de position la plus ferme et déterminante de l'organisation face aux menées du FIS en mai-juin. Enfin une patience à toute épreuve «bien que l'état de siège porte préjudice à l'action de travailleurs, nous ne confondons pas ses effets avec ses causes».

ALLOCATIONS FAMILIALES. «Elles ont été portées à 140 DA/mois. Une révision en hausse est prévue pour décembre».

AVERTISSEMENT. (Grève d'). «Pas tout de suite. Pas avant les négociations... Nous vivons sans préjugés».

APN. «Je vois mal l'APN donner son accord pour qu'on touche au pouvoir d'achat des travailleurs».

AMENDEMENT (de la loi syndicale) C'est un drame. Depuis le 13 mars 1990, nous demandons sa révision. En vain. Ce mépris pour les travailleurs est incompréhensible».

AUGMENTATION DES PRIX. «Nous sommes contre. S'il faut la vérité des prix et puisque nous importons 60 % de notre nourriture, que la vérité des prix joue comme dans les pays fournisseurs...»

AUSTERITE. «Tous les gouvernements en parlent. Serrez la ceinture, disent-ils, en s'adressant aux seuls travailleurs».

CLASSE OUVRIERE. «Nous sommes le syndicat de tous les salariés».

CONCERTATION. «D'abord au sein de l'entreprise. Nous sommes passés du SGT aux conventions. Mais le cadre juridique n'existe pas encore. Donc c'est du vent ! Il faut que le travailleur soit motivé au niveau de l'entreprise par un programme réaliste. Il est nécessaire pour cela d'assurer la stabilité de l'encadrement».

CONSIGNES DE VOTE. (aux législatives) «Avant les événements, le paysage politique n'était pas clair. Les travailleurs voteront selon leur conscience».

COLLABORATION. «C'est une création gouvernementale pour faire éclater l'UGTA. Il parle de «syndicats» soi-disant représentatifs des travailleurs de la fonction publique».

D.A.-DÉVALUATION-DEVICES. «La dévaluation ! On a été naïfs. On a compté sur une dévaluation par rapport au franc français où 1 FF = 2,50 DA. On a calculé sur cette base l'augmentation des salaires. Nous nous sommes trompés».

ECONOMIE DE MARCHÉ. «Il faut pour y arriver créer des passerelles afin d'amortir les chocs, sauver ce qui est possible et notamment le secteur public, en cherchant l'efficacité, une meilleure organisation et utilisation des forces de travail. Or, certains pensent qu'il faut casser l'entreprise publique».

ELECTIONS LEGISLATIVES. «Elles ne résoudront pas la crise politique».

ENGAGEMENTS (du gouvernement). «Seront-ils concrétisés ? La paix sociale n'est pas gratuite».

FMI. «Est-ce qu'il n'est pas moins dangereux que la BIRD ?».

FLN. «C'est notre histoire, notre patrimoine, notre personnalité, la fierté de notre peuple. Si la composante humaine a dévié, utilisé cette richesse historique à des fins égoïstes c'est une chose. Mais de là à nier le nationalisme et le patriotisme rassembleurs, non».

GRÈVES. «Il y en a toujours».

GRÈVE GÉNÉRALE. «Espérons qu'on n'y arrive pas et qu'on ne nous y pousse pas».

GHOZALI. «Il faut reconnaître ses qualités, son expérience de 30 ans des affaires. Il semble qu'il peut assumer cette responsabilité. Des responsabilités, il en a envers les travailleurs».

HASSI-MESSAOUD. «Nous avons notre avis. Parlez Sonatrach, revenir sur la destruction. De nombreuses entreprises risquent de fermer, donc des dizaines de milliers de travailleurs sont en danger de perdre leur emploi ; alors qu'il faut d'abord rentabiliser notre potentiel et coopérer en meilleure position».

LOI DE FINANCES. «Nous ne sommes pas au courant. Seulement par des contacts au moment des discussions préliminaires et par la presse».

LEGISLATION SUR L'EXERCICE DU DROIT SYNDICAL. «Il y a les lois sur les relations de travail, le droit de grève et l'exercice du droit syndical. Nous demandons leur amendement car le travailleur est défavorisé».

NEGOCIATIONS. «Nous avons un cahier de revendications. C'est la base».

OR. «Nous ne posons pas de questions ; nous cherchons la vérité. Nous ne tomberons pas dans les faux problèmes».

SOUTIEN DES PRIX. «C'est le travailleur qui soutient les prix».

PATRONAT. «Il y a celui qui investit, qui respecte les lois. Nous avons des relations lucides et réalistes avec lui. Il y a le patronat parasitaire qui vit de l'argent de l'Etat ; est incontrôlé. Celui-ci est un adversaire».

REVISION (de l'impôt ITS). «Le travailleur paie plus que n'importe quelle profession libérale. D'une manière générale, il faut revoir toute la fiscalité».

SACRIFICES. «On demande toujours aux travailleurs de faire des sacrifices, de serrer la ceinture. Alors qu'on continue dans certains secteurs économiques de mener grand train. La loi de finances complémentaire prévoit l'achat de plusieurs milliers de véhicules de grand luxe pour l'usage de certains ; on mobilise des devises pour la rénovation de bureaux et autres confort et on pénalise les travailleurs modestes. Il faut songer à arrêter le gaspillage et le parasitisme».

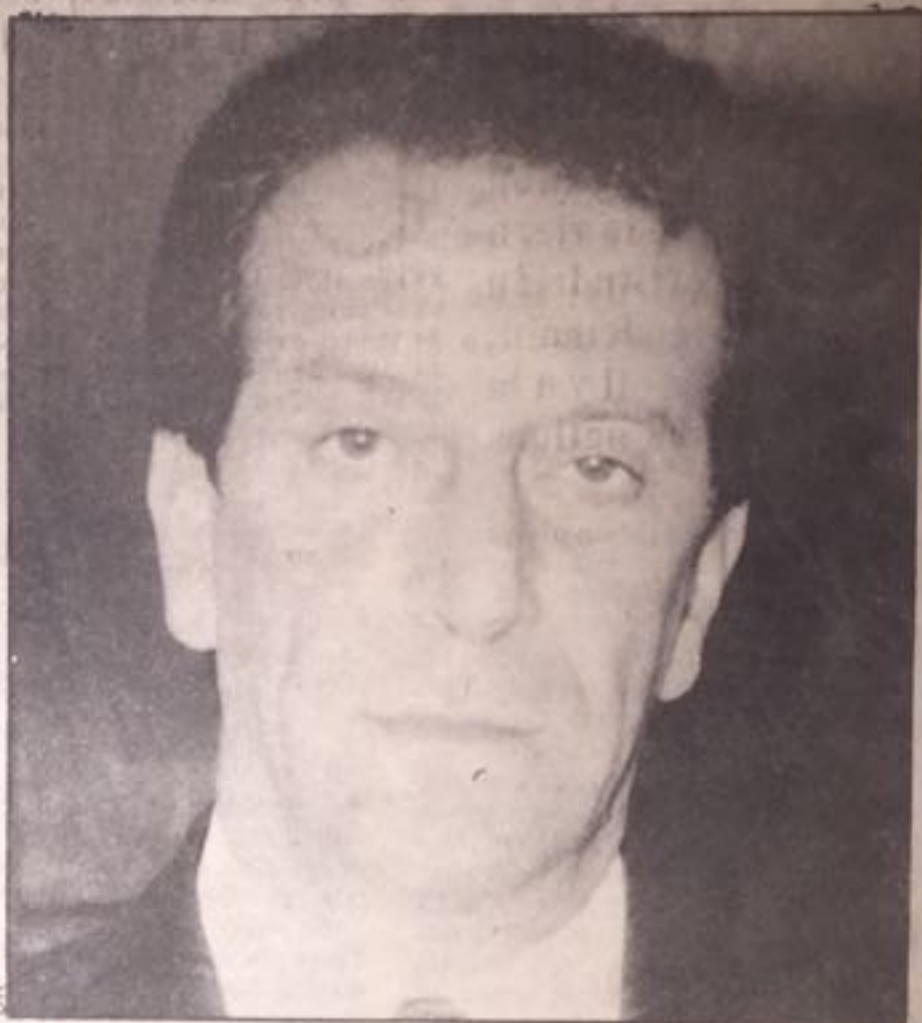
TREVE. «Espérons que notre patience sera couronnée par une rencontre responsable avec le gouvernement».

UGTA. «Syndicat de salariés. Les responsables le sont devant les travailleurs et la nation».

L. O.

MOHAMED SALAH MENTOURI «LES ENGAGEMENTS PRIS SERONT HONORES»

Des aménagements seront apportés aux lois sociales de 1990, ainsi qu'au statut des caisses de sécurité sociale.



M. Mohamed Salah Mentouri, en charge du ministère du Travail et des Affaires Sociales, a le sourire. Hassiba Boulmerka, Brahmi et Morcelli sont montés sur le podium à Tokyo.

L'or de Boulmerka et Morcelli, le bronze de Brahmi sont de bon augure pour celui qui est le président du Comité olympique algérien.

De l'Olympe à la situation économique et financière du pays, la plongée s'effectue... «On n'oublie pas le monde du travail, affirme M. Mentouri. Dans les circonstances actuelles, la nécessité d'asseoir la paix civile par la paix sociale qui la conditionne est évidente, c'est là, un ancrage populaire du programme gouvernemental». Les engagements du précédent exécutif seront honorés, notamment pour les mesures sociales arrêtées : les pensions, les allocations familiales et le salaire minimum.

Après la formation du gouvernement, M. Mentouri a eu un contact régulier avec les partenaires sociaux dont l'UGTA, le patronat et même l'UNPA. Il a ressenti une «volonté patriotique de surmonter en commun cette étape cruciale sur la base d'un renoncement volontaire, admis, conscient, d'un certain nombre de revendications», par ailleurs, légitimes.

Trois groupes mixtes de travail ont été constitués : Le premier groupe est relatif aux nécessaires aménagements des lois sociales de 1990. Des avant-projets de lois modificatifs du dispositif de 1990 seront probablement initiés dans les trois semaines à venir.

Le 2ème groupe mixte s'est penché sur les questions liées au système de sécurité sociale et «à la nécessité d'assurer sa sauvegarde et sa pérennité. Car pour la première fois de son histoire, un déficit important est apparu au cours de l'exercice 1991». Le groupe s'est plus particulièrement attardé sur les aménagements à apporter au statut juridique des caisses de sécurité sociale. Enfin, «c'est là une tâche fondamentale, le groupe se propose d'ap-

porter des correctifs et des améliorations à caractère réglementaire à tout le dispositif d'application des lois de sécurité sociale de 1982».

Le 3ème groupe mixte a reçu pour mission de «réfléchir en commun aux meilleures conditions de protection des personnes les plus défavorisées face aux inévitables répercussions des mutations économiques engagées depuis deux ans dans le pays, la préservation de l'emploi s'affirmant comme l'axe majeur des préoccupations des différents partenaires sociaux et suppose la mise en œuvre de mesures les plus urgentes d'assainissement des entreprises publiques, condition essentielle de la sauvegarde du secteur et de son rôle dans le redéploiement économique actuel et avec le secteur privé pour préserver toutes les chances d'une relance ultérieure».

On ne nie pas à tous les niveaux de responsabilité que la tension monte du fait de la situation extrêmement difficile que traverse le pays avec des équilibres financiers encore soumis aux aléas. Dans ce contexte, la préservation de l'emploi est plus importante que la question relative au pouvoir d'achat. «La prise de conscience de ce fait a engagé les partenaires sociaux dans la voie de la sauvegarde du pays. Il reste à prolonger et asseoir ce dialogue tripartite».

Dans le cadre de consultations réglementaires, quel est, pour conclure, l'appréciation de l'action de l'UGTA ? M. Mohamed Salah Mentouri répond sans hésiter : «l'UGTA demeure l'interlocuteur incontournable et privilégié du gouvernement dans le monde du travail. Elle a forcé l'admiration de l'opinion publique par ses prises de position fermes en faveur de la préservation du processus démocratique. Elle mérite également la considération de tous pour la pertinence et la justesse de ses visions concernant l'équilibre à observer entre les impératifs économiques et la nécessaire satisfaction des besoins sociaux».

Propos recueillis par Larbi OUCHERIF

INCONTOURNABLE LE UGTA

Dès prix insensés, des licenciements, des accords avec le FMI..., le syndicat risque, à la rentrée, d'avoir du pain sur la planche.

«Angoissés».

M. Benhamouda livre ainsi le sentiment général des salariés en butte aux difficultés de la vie, à l'incertitude du lendemain.

Angoisse, car il y a la possibilité d'actions inorganisées, le «monde du travail» voyant s'avancer le spectre du chômage et des licenciements après le chômage technique bien réel.

Angoisse devant les «scandales» qui se multiplient et les retards dans la reprise du dialogue social. Tout cela «ferait le lit de mouvements incontrôlés».

Aveu qui signifie que l'UGTA n'a plus le monopole de l'action syndicale et que d'autres mouvements (politiques ceux-là) pourraient lancer des actions revendicatives.

Rien d'étonnant à ce que HAMAS, lors de son premier congrès, ait mis en avant l'intérêt qu'il porte aux revendications des salariés. Il ne serait donc pas étonnant que des formations politiques cherchent à leur tour à investir le champ syndical. Partant de là, la tentation de la surenchère devient alors tout à fait prévisible.

M. Benhamouda sera peut-être obligé d'accepter que les partis fassent «la pêche aux voix» des salariés.

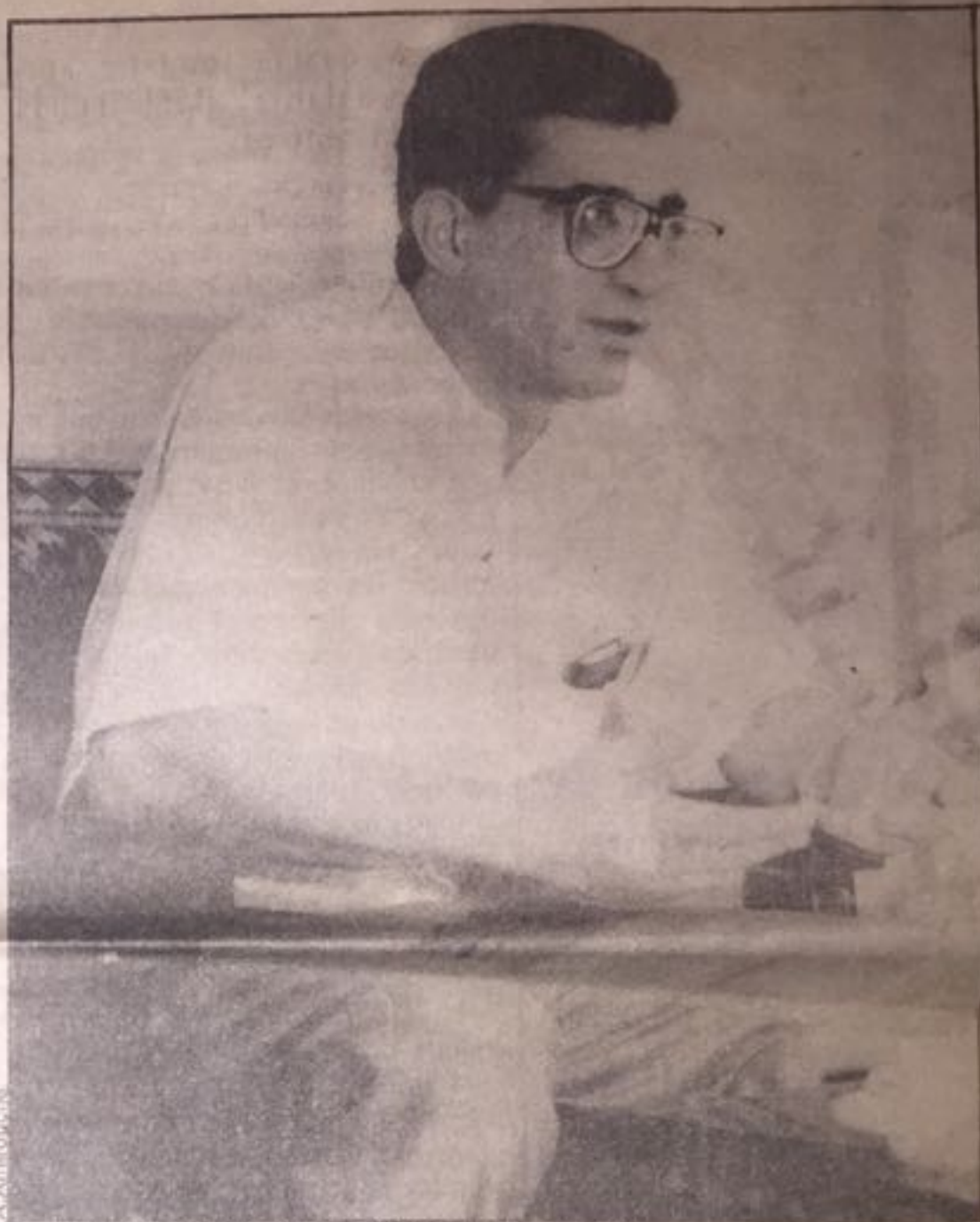
Chaque fois que la situation politique, économique ou sociale pose problème, l'ombre de l'UGTA grandit, grandit... Un rappel des faits : rentrée sociale 1990. L'UGTA et le gouvernement dirigé par M. Hamrouche trouvent un terrain concret d'entente : le SNMG qui passe de 1500 DA à 2100 DA puis à 2500 DA. C'est une augmentation considérable en pourcentage.

Janvier 1991. L'UGTA est reçue par le Président de la République. Elle aurait posé le problème du FIS. Rassurée, l'UGTA reprend position sur le terrain tout en ayant un œil sur ce qu'ils appellent «les tentatives de briser l'UGTA». C'est que des personnalités proches du pouvoir et du gouvernement d'alors reçoivent des délégations d'un pseudo-syndicat islamique des travailleurs non agréé et représenté par quelques «rabita». L'UGTA y voit un encouragement à poursuivre la division des travailleurs et par voie de conséquence porter un coup sérieux à sa conception unitaire du mouvement syndical indépendant.

Parlons-en de cette indépendance toute neuve de l'UGTA. Elle n'a pas été octroyée par le FLN dont elle était l'une des organisations de masse. C'est le fruit d'une lutte qui a commencé le 12 mars 1990, des centaines de travailleurs syndiqués pénètrent à l'APN et protestent contre l'adoption de lois sociales et syndicales, selon certains, «scélérates». On a évité de peu le «clash» car la police arrivait sur lieux. Résultat : dégâts matériels significatifs. Au même moment, se tenait à Constantine le congrès de l'union de wilaya UGTA. Le bureau est FIS, de nombreux congressistes préchent pour ce parti.

Entre l'audience rassurante du Président et la grève générale qui a lieu les 12 et 13 mars 1991, en signe de célébration de la protestation à l'APN, beaucoup de «nouveau»s. Il y eut la lettre de M. Belkhedem à M. Hamrouche. Thème central, comme par hasard, la dégradation du pouvoir d'achat des masses. La grève est un succès qui n'a pas été suffisamment analysé. La cause en est que les observateurs n'accordaient pas aux questions sociales le rôle de ressort des luttes. Les hommes politiques non plus n'y ont pas fait attention car préoccupés par des démarches politiciennes.

Le FIS, au moment de lancer son mouvement insurrectionnel, avait préparé le terrain psychologique en mettant en circulation «le fameux fascicule relatif à la désobéissance civile», après avoir «cassé» la grève des communaux d'Alger et séquestré et battu les dirigeants du syndicat des travailleurs de la commune d'Oran. Il n'avait oublié qu'une chose, l'accord intervenu entre l'UGTA et le gouvernement, en avril, et qui répondait, en 11 points, à de multiples attentes des travailleurs. C'était bien joué de la part des deux partenaires, dont l'un pouvait alors s'affirmer «incontournable» : l'UGTA. Elle estimait alors que l'accord consacrait son indépendance vis-à-vis du FLN et du pouvoir ; son esprit revendicatif réaliste et, dans la foulée, jugeait que l'accord coupait l'herbe sous les pieds de tous les «appara-



«On verra bien ce qu'ils mettrons sur la table de négociation»

sité». Malgré tous ces signes, l'UGTA demeurerait pour tout le monde une quantité négligeable...

Durant le mois de juin, l'UGTA est la seule organisation représentative à dénoncer fermement les tentatives du FIS d'accéder au pouvoir par la violence.

Cette attitude aura sans doute contribué à «crédibiliser» encore plus la notion de processus démocratique à défendre et à garantir par tous les moyens légaux y compris l'état de siège.

L'UGTA a mis en échec la grève générale illimitée du FIS et de son épigone encore dans les limbes, le SIT. Cet échec, au lieu de faire réfléchir les dirigeants du FIS les précipita encore plus dans l'aventurisme et la surenchère... Plus grave, les partis, dits démocratiques, n'ont pas bougé le petit doigt pour arrêter la spirale insurrectionnelle...

Autre fait saillant : l'intrusion dans la vie de la nation d'un corps étranger : le FMI. Accepté, bon gré mal gré, le grand méchant loup fait déjà scandale, car il y a la médication proposée qui fera du dinar dévalué (actuellement 1 \$US = 19 DA) en décembre une monnaie où 24 DA égale 1 \$US, soit 500 % de chute de valeur.

Le FMI, l'UGTA ne connaissait pas. C'est pourquoi l'augmentation acquise en avril 90 lui apparaît dérisoire...

D'autant que depuis le 5 juin, le dialogue avec le gouvernement ne s'est pas rétabli, M. Ghazali et son équipe ayant à préparer les élections législatives. Toujours est-il que l'UGTA n'a pas élevé la

voix, a laissé faire. Elle attend.

En trois mois, ses dirigeants, les travailleurs ont appris beaucoup de choses : comment préserver la paix civile d'abord, pour permettre le progrès social, la cohésion de la nation, la mobilisation de toutes et tous les travailleurs à préserver l'outil de travail et le moderniser, etc. Tel est le contenu de ce qui pourrait être la paix sociale. Les élections législatives régleront-elles cette question vitale pour l'avenir du pays ?

Après leur déroulement et la formation d'un nouveau gouvernement, la paix civile sera-t-elle garantie sans accords durables et honnêtes entre l'UGTA et ses vis-à-vis ? A l'UGTA, on s'inquiète avec angoisse du retard dans la réalisation des engagements pris par le gouvernement de M. Hamrouche, alors même que les membres du cabinet Ghazali jurent qu'ils les prendront en charge loyalement. M. Benhamouda, l'homme qui fit échec à l'O.P.A. du FIS sur le syndicat à Constantine et par suite dans tout l'Est algérien, n'a pas de préjugés envers l'équipe Ghazali. «On verra bien ce qu'ils mettrons sur la table de discussion». Si ce n'est pas du concret, on craint, Place du 1^{er} Mai, des initiatives du monde du travail laminé par la flambée des prix et les nombreuses difficultés quotidiennes. S'y ajoute l'arrogance de ceux qui s'accordent des augmentations et des privilèges comme si de rien n'était, anticipant sur la dévaluation du dinar et s'assurant un niveau de vie inchangé.

Larbi OUCHERIF